

**RASSEMBLEMENT MERCREDI 25 NOVEMBRE 12h30 Place de
VERDUN à TARBES.** (Communiqué du NPA 65)

Contre les violences de genre, riposte anticapitaliste et féministe!
Pour les femmes, cette année a été particulièrement éprouvante. Avec le confinement, les violences physiques et psychologiques dans le cadre familial ont explosé, violences auxquelles se sont ajoutées des conditions de travail dramatiques pour une grande partie des professions « en première ligne » ultra féminisées (infirmières, aides-soignantes, aides à domicile, caissières...). Et les conséquences sociales et économiques de cette crise sanitaire, avec un million de personnes pauvres supplémentaires, vont être particulièrement dramatiques pour les femmes.

Stoppons les violences sexistes et sexuelles Le confinement favorise les violences : « enfermées dedans », des femmes, comme des personnes LGBTI, se sont retrouvées victimes de violences physiques, sexuelles, psychiques, économiques... Le numéro d'urgence du gouvernement a vite montré ses limites, alors que 220 000 femmes sont victimes chaque année de violences conjugales et qu'une femme meurt tous les deux jours sous les coups de son (ex)conjoint. Le chiffre des agressions est sous-estimé car de nombreuses femmes se taisent par peur des représailles, et lorsqu'elles décident de porter plainte, elles ne sont souvent pas prises au sérieux. Ainsi, près de la moitié des victimes de féminicides avaient déjà au moins une fois contacté la police. Concernant les viols et tentatives de viol, seul 1 % donne lieu à une condamnation. L'impunité est presque totale en matière de violences sexistes et sexuelles. Cette ambiance nauséabonde touche tous les étages de notre société : Darmanin, poursuivi pour viol, a pourtant été nommé ministre de l'Intérieur, et Polanski, reconnu coupable de viol pédophile aux USA, a reçu il y a quelques mois le César du meilleur réalisateur !

Notre corps nous appartient Au travail, 32 % des femmes ont déjà subi du harcèlement sexuel. C'est énorme, et pourtant aucune mesure n'est prise pour obliger les entreprises à agir. Là aussi, ces violences s'intègrent à un système plus global de domination qui permet la surexploitation : infirmières, aides à domicile, enseignantes... Toutes ces fonctions essentielles, comme on l'a encore vu pendant la crise sanitaire, reposeraient sur les qualités prétendument « naturelles » des femmes, ce qui légitime leur dévalorisation. Ajouté au travail domestique gratuit réalisé dans le cadre de la famille, cela permet des économies gigantesques sur le dos des femmes. Par ailleurs, on demande aux lycéennes de bien vouloir « se rhabiller » car leurs tenues « déconcentreraient » les garçons... On veut ainsi leur signifier que leur corps ne leur appartient pas mais qu'il est un objet politique. De plus, dans un contexte global d'islamophobie, on polémique autour du burkini ou du voile.

Nos corps sont toujours pointés du doigt pour excuser les comportements sexistes et violents des hommes légitimés par une culture du viol largement répandue. Tant qu'il le faudra ! Nous devons refuser de vivre dans un monde où les violences faites aux femmes seraient normales. Il faut investir des moyens, par milliards, à hauteur des besoins des associations intervenant sur cette question, au plus près des victimes. En Amérique Latine, le mouvement contre les féminicides a pris une ampleur politique qui lui permet de contester globalement la société dans laquelle nous vivons. Il montre à quel point les questions féministes portent en elles une dimension subversive : en finir avec les violences et la domination des hommes sur les femmes n'est pas possible dans le cadre du capitalisme, car celui-ci s'en nourrit pour perdurer. S'attaquer aux racines des oppressions nécessite de remettre globalement en question le système. Pour mettre fin à l'oppression des femmes, il faut construire un mouvement fort, combatif, de rue, solidaire des femmes du monde entier : un mouvement qui lutte pour nos droits et pour en gagner de nouveaux, qui participe de la lutte des classes et au renversement de l'ordre établi !

Le NPA65, Tarbes, le 24 novembre 2020.